



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours
DIRECTION DES ACHATS ET DES APPROVISIONNEMENTS
37044 Tours Cedex 9
<http://www.chu-tours.fr>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 - Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018)

Marché de maîtrise d'œuvre

Procédure n°2026-CHICACR-024

Maîtrise d'œuvre relative à la création d'un parking sur le site du CHIC Amboise Château-Renault

Période : De la date de notification jusqu'à la fin de l'année du parfait achèvement
des travaux

Le présent document comprend 29 pages.

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| CHAPITRE I – GENERALITES | 3 |
| ARTICLE 1 - DESCRIPTION DU MARCHE | 3 |
| ARTICLE 2 - DEFINITIONS..... | 4 |
| ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE..... | 4 |
| ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANCE..... | 5 |
| ARTICLE 5 - OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE..... | 6 |
| ARTICLE 6 - ASSURANCES | 8 |
| CHAPITRE II – REMUNERATION DU MAITRE D'OEUVRE ET REGLEMENTS | 9 |
| ARTICLE 7 - CONTENU ET CARACTERE DES PRIX | 9 |
| ARTICLE 8 - AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE | 13 |
| ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT..... | 14 |
| ARTICLE 10 - TITULAIRE ETRANGER | 18 |
| CHAPITRE III - EXECUTION | 18 |
| ARTICLE 11 - QUALITE DES PRESTATIONS DE SERVICE | 18 |
| ARTICLE 12 - DELAIS D'EXECUTION..... | 19 |
| ARTICLE 13 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE..... | 20 |
| ARTICLE 14 - EXECUTION COMPLEMENTAIRE..... | 25 |
| ARTICLE 15 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE..... | 25 |
| CHAPITRE IV - CONSTATATION DE L'EXECUTION..... | 25 |
| ARTICLE 16 - OPERATIONS DE VERIFICATION | 25 |
| CHAPITRE V - DIFFERENDS ET LITIGES..... | 27 |
| ARTICLE 17 - PENALITES | 27 |
| ARTICLE 18 - DIFFERENDS ET RESILIATION..... | 28 |
| ARTICLE 19 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE | 28 |
| ARTICLE 20 - DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT | 29 |

Chapitre I – Généralités

DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1er janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours,
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choissille.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement).

Article 1 - Description du marché

1.1. Objet

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché public de maîtrise d'œuvre relatif au projet de à la création d'un parking sur le site du CHIC Amboise Château-Renault.

1.2. Description du marché

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants, dont le contenu détaillé figure au CCTP.

1.2.1. Mission de base

Le maître d'œuvre réalise les éléments de mission suivants dont le contenu détaillé et les modalités d'exécution figurent au CCTP. Il s'agit notamment de : mission de conception en

VRD, hydraulique et paysagère, des missions esquissées jusqu'au stade AVP, ainsi que les missions PRO / ACT / VISA / EXE (VRD et hydraulique) / DET / AOR.

1.2.2. Autres missions de maîtrise d'oeuvre

Sans objet

1.2.3. Missions de maîtrise d'œuvre complémentaires

Sans objet

1.2.4. Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

71.24.00.00-2

1.2.5. Décomposition en tranches et étendue

Marché à tranches : ☒ oui ☐ non

Le marché est décomposé en une tranche ferme et 2 tranches optionnelles :

- **La tranche ferme** porte sur les éléments de missions suivants définis dans le CCTP : Mission de base et permis d'aménager
- **La tranche optionnelle 1** porte sur les éléments de missions suivants définis dans le CCTP : Etude d'impact pour évaluation environnementale
- **La tranche optionnelle 2** porte sur les éléments de missions suivants définis dans le CCTP : Modélisation 3D du site pour présentation sur panneaux aux stades ESQ et AVP.

1.3. Durée du marché

A compter de la date de notification jusqu'à la date de fin de l'année de parfait achèvement des travaux.

Article 2 - Définitions

Maîtrise d'œuvre : titulaire au sens de l'article 2 du CCAG-MOE applicable au présent marché

Jours ouvrés : du lundi au vendredi

Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) : prestations demandées par le pouvoir adjudicateur aux candidats dans leur offre et qu'il se réserve le droit de commander ou non, lors de l'attribution du marché.

Article 3 - Pièces contractuelles du marché

3.1. Référence au CCAG

Pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire sera soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de maîtrise d'œuvre, (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date limite de remise des offres ou, pour les procédures négociées sans concurrence, à la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire.

3.2. Pièces constitutives du marché

Le marché est régi par les documents contractuels suivants :

1. l'acte d'engagement
2. le présent Cahier des Clauses Administratives particulières
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
4. le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de maîtrise d'œuvre
5. l'offre financière du titulaire
6. l'offre technique du titulaire, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques,

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause de l'offre du titulaire non-conforme à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, aux CCAG-MOE et Travaux et aux documents de la consultation est inopposable au pouvoir adjudicateur.

3.3. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié par voie d'avenant ou d'acte spécial.

3.4. Pièces à délivrer au titulaire du marché

Notification

Le CHRU de Tours fera parvenir une copie de l'acte d'engagement par voie dématérialisée. La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire.

La date de notification correspond à la date de retrait du document précité sur la plateforme de dématérialisation.

Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au CHRU de Tours.

Un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique par voie dématérialisée.

Le titulaire précisera s'il souhaite obtenir un certificat de cessibilité du marché ou un certificat de cessibilité de chaque tranche.

Article 4 - Sous-traitance

La sous-traitance n'est autorisée que dans les cas où elle est compatible avec les règles déontologiques régissant la profession et sous réserve de la possession par le sous-traitant des diplômes et agréments nécessaires à l'exercice de la profession réglementée ainsi que des compétences et moyens appropriés. Lorsque ces conditions sont réunies, la sous-traitance s'exerce dans les conditions prévues à l'article 3.6 CCAG-MOE.

Il est rappelé que conformément à l'article 37 du code de déontologie des architectes, l'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977.

Le titulaire peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, en cours d'exécution du marché.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception au CHRU de Tours la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics et une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- les conditions de paiement et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant des marchés ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par les deux parties.

Article 5 - Obligations générales du titulaire

5.1. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

Le titulaire s'engage également à informer le pouvoir adjudicateur en cas de changement au sein de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation présentée dans son offre lors de l'attribution du marché (voir point 12.2 CCAP).

5.2. Protection de la main-d'œuvre

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

En application des dispositions du Code de travail, et en particulier des articles R.4532-1 et suivants, le maître d'œuvre, qui doit prévoir dans son projet la prise en compte de toutes les obligations mises à la charge du maître de l'ouvrage par le Code du travail, est notamment chargé de :

- établir une notice regroupant l'ensemble des données qui sont de nature à avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs appelés à travailler sur le chantier
- collaborer à la mise en application des obligations relatives à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs
- communiquer au maître d'ouvrage tous documents nécessaires à l'exercice de sa mission

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis au Code du travail, en particulier l'article L.4121-2.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du maître d'ouvrage ou du conseil éventuel en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

Le maître d'œuvre est également responsable du respect des obligations incombant à ses éventuels sous-traitants.

5.3. Discretion et confidentialité

En application de l'article 5 du CCAG-MOE, le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre d'exécution du présent marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre respectent la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire s'engage à faire respecter l'ensemble de ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Le CHRU de Tours s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

5.4. Engagements du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur mettra à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation de sa mission. Il facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents les informations et renseignements utiles à l'exécution de sa mission.

Article 6 - Assurances

6.1 - Assurances du maître d'œuvre

6.1.1 - Garantie de la responsabilité décennale

Cette police doit garantir la responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil dans les conditions prévues aux articles L. 241-1 et suivants du code des assurances.

6.1.2 - Garantie de la responsabilité civile professionnelle

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le maître d'œuvre est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

Article 6.2 - Assurances du maître d'ouvrage

Garantie tous risques chantier

Le maître d'ouvrage souscrit à ses frais, au profit de l'ensemble des intervenants, une police tous risques chantier dont l'objet est de garantir notamment les dommages matériels accidentels en cours de travaux.

La franchise imputable en cas de sinistre engageant la responsabilité du maître d'œuvre ne peut être supérieure à celle prévue au contrat d'assurance de responsabilité souscrit par lui.

Garantie dommages ouvrages

Le maître d'ouvrage souscrit une police dommages ouvrage (DO), dont l'objet est de garantir en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage réalisé ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

Lorsque les travaux seront réalisés en présence d'existants, non totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, le maître d'ouvrage pourra souscrire la garantie facultative des existants non soumis.

Article 6.3 - Stipulations communes

Le maître d'œuvre assume sa responsabilité décennale, telle qu'elle est définie notamment par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil, dans les limites de la mission qui lui est confiée. Pour toutes les autres responsabilités professionnelles, il ne peut être tenu responsable, de quelque manière que ce soit, ni solidairement ni *in solidum*, à raison des dommages imputables aux autres intervenants participant à l'opération.

Le maître d'œuvre supporte les conséquences financières de sa responsabilité dans les limites des plafonds de garantie fixés dans son contrat d'assurance.

La survenance d'un sinistre avant l'achèvement de la mission ne fait pas obstacle aux règlements des prestations de maîtrise d'œuvre.

Les attestations d'assurance du maître d'œuvre sont jointes au marché. L'attestation d'assurance de responsabilité civile décennale du maître d'œuvre, conforme aux articles A 243-2 et A 243-3 du code des assurances, est jointe au marché.

Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée. Dans le cas où il aurait contracté des garanties facultatives, le maître d'ouvrage transmet les attestations ou les lettres d'intention émanant de son assureur, afférentes à ces polices.

Chapitre II – Rémunération du maître d'oeuvre et règlements

Article 7 - Contenu et caractère des prix

7.1. Forme et contenu des prix

Le marché est passé à prix global et forfaitaire.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en € HT.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, les frais afférents aux frais de déplacement et d'hébergement, à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Enfin, la cession des droits de propriété intellectuelle est incluse dans les prix.

7.2. Forfait provisoire de rémunération

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- contenu de la mission fixée par le CCAP et le CCTP ;
- programme ;
- part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixés par le maître d'ouvrage ;

- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- délais des études du maître d'œuvre et délai de vérification par le maître d'ouvrage ;
- modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux ;
- durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation ;
- continuité du déroulement de l'opération ;
- couts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'évènements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du code de la commande publique et selon les modalités définies au CCAP.

7.3. Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération - clause de réexamen

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

Afin d'établir le coût prévisionnel des travaux, l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet distingue :

- le coût des travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial ;
- le coût des travaux complémentaires nés des aléas et sujétions apparus pendant les études de conception (CTA) ;
- le cout des travaux complémentaires (CTM) nés des modifications de programme validées par le maître d'ouvrage.

Le montant du coût prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont arrêtés par avenant dans le délai de 15 jours suivants la validation des études d'avant-projet définitif.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen suivante :

Rémunération modulée :

Le montant définitif de la rémunération forfaitaire pour la mission de base est calculé dans les conditions suivantes :

Forfait définitif = forfait provisoire + [(coût des travaux aléas et sujétions + coût des travaux modificatifs * (forfait provisoire / enveloppe financière prévisionnelle travaux définie par le maître d'ouvrage)]

7.4 Engagements du maître d'œuvre

7.4.1 - Respect du coût prévisionnel des travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût prévisionnel des travaux à programme constant. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût cumulé des marchés de travaux réajusté au cout prévisionnel des travaux assorti d'un taux de tolérance

fixé à 5% [pour une opération de construction neuve] ou 10% [pour une opération de réhabilitation].

Calcul du coefficient de réajustement :

Le réajustement du coût cumulé des marchés de travaux s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement calculé selon la formule suivante :

Coefficient de réajustement = Index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre / Dernier Index BT01 publié avant le dépôt des offres des marchés de travaux

Le coefficient arrondi à l'entier supérieur est appliqué au coût cumulé des marchés de travaux.

Calcul du seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux :

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux H.T. x 1,05 [pour une opération de construction neuve].

En cas de dépassement du seuil de tolérance, si le maître d'ouvrage n'accepte pas les offres des soumissionnaires, il exige du maître d'œuvre une reprise gratuite des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettent d'atteindre à l'issue de nouvelles consultations, l'engagement pris en tenant compte du taux de tolérance.

Si à l'issue de ces démarches, le maître d'œuvre s'avère être dans l'incapacité d'atteindre ces objectifs, le maître d'ouvrage met en œuvre les articles 17 et 18 du CCAP régissant les différends et les litiges.

7.4.2 - Respect du coût cumulé des marchés de travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût cumulé des marchés de travaux. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le cout total définitif de réalisation de référence au coût cumulé des marchés de travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 3% pour une opération de construction neuve.

Le cout total définitif de réalisation de référence correspond au coût total définitif de réalisation des travaux, hors révision de prix, diminuée des modifications des marchés de travaux relevant des catégories 1 et 2 définies à l'article 7.4.

Calcul du seuil de tolérance sur le cout cumulé des marchés de travaux :

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

Seuil de tolérance = coût cumulé des marchés de travaux H.T. x 1,03 pour une opération de construction neuve.

Si ce coût total définitif de réalisation des travaux de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût total définitif des travaux - seuil de tolérance) x [2 X (Forfait définitif de rémunération / coût prévisionnel des travaux)]

Conformément à l'article R. 2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

7.5. Révision des prix

Date d'établissement des prix initiaux :

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre fixé à l'article 2.2 de l'acte d'engagement.

Périodicité de la révision et modalités de calcul de la révision :

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ING Ingénierie.

L'index ingénierie est diffusé par l'INSEE (base 100 en 2010).

En cas de disparition de l'index de référence en cours d'exécution du marché, l'index officiel de substitution est automatiquement appliqué en remplacement, par les parties. En l'absence d'index officiel de substitution, les parties pourront substituer un index adapté à la structure des coûts du marché par avenant.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule : **$C_m = 0,15 + 0,85 (I_m/I_0)$**

dans laquelle I₀ et I_m sont les valeurs prises par l'index ING diffusé par l'INSEE respectivement au mois m0 et au mois m au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission doit être remis conformément aux échéances prévues par le marché.

La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le maître d'œuvre. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation ou un dialogue compétitif, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le maître d'œuvre.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Les révisions des acomptes seront effectuées à l'aide des index publiés lors de l'établissement des demandes d'acomptes. Elles seront ensuite rectifiées à l'occasion du versement des acomptes ultérieurs au fur et à mesure de la publication des index applicables des mois auxquels les prestations se rapportent.

Pour les éléments d'étude APS, APD, PRO-DCE, ACT, et mission complémentaire DIAG :

Index du mois au cours duquel l'élément est remis pour réception au maître de l'ouvrage.

Pour l'élément DET :

| | | |
|---------------|--------------------------|------------|
| CHRU de Tours | CCAP n° 2026-CHICACR-024 | Page 12/29 |
|---------------|--------------------------|------------|

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 9.1 ci-après.

Pour l'élément VISA :

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 9.1 ci-après.

Pour l'élément AOR-GPA :

Pour la première partie de l'élément définie l'article 9.1 du présent C.C.A.P., il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents cités ont été remis au maître de l'ouvrage et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement pour la quatrième partie de l'article 9.1 ci-après.

Les deuxième et troisième parties visées à l'article 9.1 ci-après sont révisées par application de l'index du mois au cours duquel les documents complets constatant l'achèvement des phases auxquelles ces parties se rapportent sont remis.

Mission complémentaire A : DIAG - Diagnostic des existants :

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 9.1. ci-après.

Mission complémentaire B : QUANT TCE complété d'une mission EXE Fluides :

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 9.1 ci-après.

Mission complémentaire C : Coordination SSI :

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 9.1 ci-après.

Mission complémentaire D : Pilotage OPC :

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 9.1 ci-après.

Article 8 - Avances et retenue de garantie

8.1. Avances

Une avance est accordée au titulaire, si celui-ci n'y a pas renoncé, et à condition que le marché entre dans les conditions définies aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-18 du décret du 3 décembre 2018.

En application de l'article 11.1 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage retient l'option A.

A. Le maître d'œuvre ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 ou que le marché de défense ou de sécurité respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2391-1. Lorsque le maître d'œuvre ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20% ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché. Lorsque le maître d'œuvre ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents

particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou par l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité, ou à un taux supérieur prévu par les documents particuliers du marché.

Lorsque le maître d'œuvre ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou par l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité, ou à un taux supérieur prévu par les documents particuliers du marché.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Avances

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

Le maître d'œuvre transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire conformément à l'article R. 2193-20 du code de la commande publique.

Article 9 - Modalités de règlement

9.1. Acomptes

Le marché donne lieu à des versements à titre d'acomptes.

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 11 du CCAG-MOE.

Le montant de chaque acompte est déterminé par le maître d'ouvrage, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le maître d'œuvre. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations réalisées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- le numéro d'engagement du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, en application de l'article 11.5 du CCAG-MOE et conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique, dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

| Eléments de mission | Exigibilité de l'acompte | |
|---|---|---|
| Esquisse | 80% à la remise du dossier | |
| | 20% à l'admission du maître d'ouvrage | |
| Etudes d'avant-projet sommaire | 80% à la remise du dossier | |
| | 20% à l'admission du maître d'ouvrage | |
| Etudes d'avant-projet définitif | 80% à la remise du dossier | |
| | 20% à l'admission du maître d'ouvrage | |
| Etudes de projet | 80% à la remise du dossier | |
| | 20% à l'admission du maître d'ouvrage | |
| Assistance pour la passation des marchés de travaux | 60% à la remise des éléments du DCE produits par le maître d'œuvre | |
| | 20% à la remise du rapport d'analyse des offres | |
| | 20% après la mise au point des marchés de travaux | |
| Etudes d'exécution | au prorata de l'avancement de la mission | |
| Etudes de synthèse | au prorata de l'avancement de la mission | |
| VISA | au prorata de l'avancement de la mission | |
| Direction de l'exécution des marchés de travaux | 80% par acomptes mensuels d'égale valeur répartis sur la durée contractuelle du chantier | 20% à la remise du décompte général des travaux |
| Assistance aux opérations de réception | 50 % à compter de la date d'effet de la réception 20 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés établi par le maître d'œuvre 20% à compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception 10% à l'issue de l'année de parfait achèvement | |
| Permis d'aménager | 80% au dépôt du permis d'aménager 20 % après approbation du dossier | |
| Etude environnementale | 100% à la remise de l'étude | |

| | |
|-----------------|--|
| Modélisation 3D | 70 % après approbation de ESQ 30 % après approbation de AVP |
|-----------------|--|

Article 9.2 - Demande de paiement pour solde

9.2.1. Demande de paiement finale

Il est fait application de l'article 11.7.1 du CCAG-MOE.

Le décompte final établi par le maître d'œuvre détaille :

- le forfait définitif de rémunération ;
- le montant des missions complémentaires ;
- le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d'établissement du projet de décompte final ;
- le montant des pénalités appliquées par le maître d'ouvrage et acceptées par le maître d'œuvre ;
- le montant des éventuelles réclamations non régularisées ;
- le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
- le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

9.2.2. Décompte général rendu définitif

Il est fait application de l'article 11.8 du CCAG-MOE.

9.2.3. Contestation sur le montant des sommes dues

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

9.2.4. Transmission des factures

Le maître d'œuvre ou son sous-traitant admis au paiement direct est tenu de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique conformément aux dispositions de l'article 11.10 du CCAG-MOE.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

9.2.5. Dépôt de la facture électronique

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- date de la facture ;
- référence du marché ;
- montant HT des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations du présent CCAP.
- décomposition des prix forfaitaires ou le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint ou solidaire, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et toutes taxes comprises ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

Les prix unitaires peuvent être fractionnés pour tenir compte des prestations en cours d'exécution.

Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Une fraction du prix, qui est égale au pourcentage d'exécution de la prestation, est dans ce cas déterminée en faisant application, si le maître d'ouvrage le demande, de la décomposition des prix.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du maître d'œuvre défaillant, le surcoût supporté par le maître d'ouvrage est déduit des sommes dues au maître d'œuvre au titre des prestations admises. Ce surcoût

correspond à la différence entre le prix que le maître d'ouvrage aurait dû régler au maître d'œuvre pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du maître d'œuvre défaillant.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : 263 707 077 00016
- CODE SERVICE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS : ECONOMAT
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : SC

9.2.6. Délai de paiement

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'œuvre du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1er jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Article 10 - Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'euro (€). Le prix libellé en € restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre III - Exécution

Article 11 - Qualité des prestations de service

11.1. Qualité des prestations de service

Les prestations de services doivent être conformes aux spécifications techniques décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et aux normes en vigueur.

11.2. Évolution de l'équipe dédiée

Le pouvoir adjudicateur dispose à tout moment d'un droit de regard sur le travail du titulaire, ce droit étant cependant sans influence sur la responsabilité contractuelle du titulaire, qui demeure pleine et entière.

Le titulaire s'engage à informer, dans un délai de quinze jours, le pouvoir adjudicateur en cas de modification de personnel au sein de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations objet du marché.

Si la (les) personne(s) physique(s) chargée(s) nominativement du mandat de représentation n'est (ne sont) plus en mesure de remplir sa (leur) mission, le titulaire avise immédiatement le pouvoir adjudicateur et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, notamment en désignant un remplaçant.

Ce dernier est considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur ne le refuse pas dans un délai de quinze (15) jours. Si le pouvoir adjudicateur refuse le remplaçant, le titulaire dispose de quinze (15) jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le pouvoir adjudicateur.

Comme le prévoit l'article 18.3 du présent CCAP, il pourra être mis fin au marché, sans indemnisation, en cas de diminution substantielle en termes qualitatif et/ou quantitatif de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations du marché et en l'absence de remplacement satisfaisant

Article 12 - Délais d'exécution

Les dispositions de l'article 15 du CCAG-MOE s'appliquent.

12.1 Début du délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché ou, lorsque le marché comporte plusieurs éléments de mission, le délai d'exécution du premier élément de mission, court à compter de la date précisée dans l'ordre de service de démarrage des prestations, sauf si les documents particuliers du marché précisent qu'il court à compter de la date de la notification du marché.

Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

Le délai d'exécution d'une tranche optionnelle part de la date de notification de la décision de son affermissement sauf si cette décision prévoit une date différente.

Lorsque le marché comporte plusieurs éléments de mission, le point de départ du délai d'exécution des éléments de mission suivant le premier élément de mission part à la date précisée dans l'ordre de service de démarrage de l'élément de mission concerné.

12.2 Point de départ des délais de présentation des documents

Le point de départ des délais de présentation des études fixés à l'article 2.6 de l'acte d'engagement sont définis de la manière suivante :

| | Point de départ des délais de présentation des études |
|--|--|
| Etudes d'esquisse (sauf en cas de concours) | Date de démarrage de la mission telle que définie à l'article 2.6 de l'acte d'engagement |
| Etudes d'avant-projet sommaire | Date indiquée dans l'ordre de service |
| Etudes d'avant-projet définitif | |
| Dossier de permis de construire | A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée. |
| Etudes de projet | |
| Eléments du DCE produits par le maître d'œuvre | |
| Etudes d'exécution | |
| Dossier des ouvrages exécutés | Date de la réception par le maître d'œuvre des DOE des entrepreneurs |

12.3 Prolongation du délai d'exécution

En application de l'article 15.3.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, conformément à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

En application de l'article 15.3.3 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

Article 13 - Modalités d'exécution du marché

13.1. Documentation numérique et dématérialisation des échanges

Les éléments relatifs à la documentation numérique et à la dématérialisation des échanges suivants seront réalisés dans le cadre de la mission :

- ☐ Mise en place d'une documentation numérique partagée tout au long de la mission dans le cadre d'une plateforme numérique commune à l'ensemble des intervenants, valant notamment registre de chantier

La mise en place, l'hébergement et la gestion de cette documentation sera assurée par :

- ☐ le maître d'ouvrage ;
- ☐ le maître d'œuvre, dans le cadre d'une mission complémentaire EDI définie dans le CCTP ou ses annexes ;
- ☐ une tierce partie pour toute la durée du marché. Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre disposeront d'un accès libre et total à l'ensemble des données.

13.2. Démarche BIM et maquette numérique

L'opération ne fait pas l'objet d'une démarche BIM.

13.3. Communication entre les parties

Article 13.3.1. Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
 - si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
 - dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles ;
 - lorsque le maître d'ouvrage décide d'exécuter une tranche optionnelle.
- L'ordre de service daté et signé est remis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par tout moyen dématérialisé ou matérialisé permettant d'en attester la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.

Article 13.3.2. Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours, sous peine de forclusion, pour notifier au maître d'ouvrage des observations relatives à un ordre de service qui lui a été notifié, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE.

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-MOE.

Toutefois, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter un ordre de service dans les cas suivants :

- lorsque l'ordre de service de démarrage de la mission est notifié plus de 6 mois après la notification du marché en application de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE ;
- lorsque le maître d'ouvrage n'a pas répondu dans un délai de 15 jours aux observations dûment motivées et notifiées par le maître d'œuvre visant à l'informer qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution

des prestations objet du marché, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE ;

- lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives est notifié au maître d'œuvre alors que le montant cumulé des ordres de service pour ce type de prestations a atteint 10% du montant hors taxes du marché sans avoir fait l'objet d'avenants en application de l'article 14.2 du CCAG-MOE ;
- lorsque un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière en application de l'article 14.3 du CCAG-MOE.

13.4 – Informations réciproques

13.4.1. Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

13.4.2. Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations et pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

13.4.3. Comptes rendus des réunions

Les comptes rendus des réunions bilatérales entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont établis par le maître d'œuvre qui les communique dans les 15 jours qui suivent la réunion ;

Les destinataires disposent de 15 jours pour émettre des observations sur le compte-rendu à compter de sa réception.

13.4.4. Confidentialité, secrets professionnel et commercial

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG-MOE en matière d'obligations de confidentialité du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Article 13.5. Présentation et vérification des prestations de maîtrise d'œuvre

13.5.1. Format et support pour la remise des études

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. A défaut, le maître d'œuvre devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

Certaines prestations peuvent faire l'objet d'une remise matérialisée (dossier papier), si cela s'avère nécessaire.

13.6 - Modalités particulières de réalisation de l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux

Les prestations à réaliser au titre de la mission de base sont exécutées sur le principe d'une dévolution prévisionnelle des marchés de travaux en marchés allotis par corps d'état ou en marchés allotis par regroupement de corps d'état.

Au moment de la signature du marché avec le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage envisage la passation des marchés de travaux selon la procédure suivante : marché à procédure adaptée avec négociations requérant l'assistance du maître d'œuvre

13.7. Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission de direction de l'exécution du ou des marchés publics de travaux sont fondées sur le principe de l'application des stipulations du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations prévues dans les pièces contractuelles du ou de ces marchés.

13.8.1. Réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier jusqu'à la réception des travaux. La fréquence des réunions sera déterminée avec le maître d'œuvre en fonction du projet.

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

13.8.2. Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- porte sur la notification des dates de commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants.

13.8.3. Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

En application de l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation ou envoyé par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux.

Il met à disposition du maître d'ouvrage les états d'acompte correspondants sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, et à la mise à disposition de l'état d'acompte mensuel sur le portail public de facturation est fixé à 7 jours à compter de la mise à disposition ou de l'envoi du projet de décompte mensuel par l'entrepreneur.

13.8.4. Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par l'entrepreneur en application des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG-Travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, en application de l'article 12.4.1 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et sa transmission ou sa mise à disposition au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation est fixé à 7 jours à compter de la date de réception du document.

13.9. Obligations environnementales du maître d'œuvre

Les obligations environnementales du maître d'œuvre ainsi que les modalités de leur vérification et de leur contrôle sont définies par le maître d'ouvrage dans le CCTP ou ses annexes.

13.10 – Réalisation d'une action en matière d'insertion sociale

Sans objet pour cette opération.

Article 14 - Exécution complémentaire

Conformément à l'article R2122-7 du décret du 3 décembre 2018, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

Article 15 - Lutte contre le travail dissimulé

Les candidats doivent respecter les dispositions prévues au code du travail concernant la lutte contre le travail dissimulé et s'acquitter des formalités pendant toute l'exécution du marché.

Chapitre IV - Constatation de l'exécution

Article 16 - Opérations de vérification

16.1. Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage

Sans objet.

16.2. Décisions d'ajournement, de réfaction ou du rejet notifiées par le maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage n'admet pas les études remises par le maître d'œuvre, il peut prendre les décisions suivantes :

- ajournement dans les conditions définies par l'article 21.2 du CCAG-MOE ;
- réfaction dans les conditions définies par l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- rejet dans les conditions définies par l'article 21.4 du CCAG-MOE.

16.3 Conséquence de l'admission des études sur le programme de l'opération

L'admission par le maître d'ouvrage des études réalisées par le maître d'œuvre emporte l'adhésion du maître d'ouvrage aux éventuelles modifications du programme.

Article 17. Connaissances antérieures / droits de propriété intellectuelle

17.1. Utilisation des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 22.6 du CCAG-MOE. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 23.2 du CCAG-MOE.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du maître d'œuvre et le cas échéant, d'une convention spécifique.

17.2. Utilisation des résultats

Les résultats sont définis à l'article 22.1 du CCAG-MOE. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 24.1 du CCAG-MOE.

17.2.1. Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Pour les besoins découlant de l'objet, le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage ses droits patrimoniaux, composés des droits de reproduction et de représentation définis aux articles 24.2.1.1 et 24.2.1.2 du CCAG-MOE. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du maître d'œuvre.

Le droit de reproduction est limité à la réalisation unique du ou des ouvrages objets du marché.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le prix de la concession est intégré au forfait provisoire de rémunération.

17.2.2. Mise en œuvre de la protection des droits moraux

Dans le cadre du droit à la paternité, le maître d'ouvrage s'assure que le nom et la qualité de l'auteur sont apposés sur l'immeuble réalisé ainsi que sur toutes les publications dont le maître d'ouvrage est à l'initiative portant sur la reproduction de l'œuvre sous quelque forme que ce soit.

Dans le cadre du droit au respect de l'œuvre, le maître d'ouvrage s'engage à informer le maître d'œuvre préalablement aux adaptations ou modifications ultérieures de l'œuvre et qui seraient susceptibles de l'altérer ou de la dénaturer.

En cas de réutilisation ou de réhabilitation, le pouvoir adjudicateur respecte le droit moral de l'auteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il l'informe avant toute intervention sur son œuvre.

17.2.3. Exploitation commerciale des résultats

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats défini à l'article 17.2 du CCAP ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du maître d'œuvre afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- la durée de l'exploitation ;
- les finalités de l'exploitation commerciale ;
- les supports de reproduction ;
- le montant et les modalités de calcul de la redevance ;
- les modalités de contrôle des versements effectués.

Chapitre V - Différends et litiges

Article 17 - Pénalités

Les pénalités de retard sont applicables dans les conditions prévues à l'article 16.2 du CCAG-MOE et selon le processus défini à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE.

17.1. Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'article 2.6 de l'acte d'engagement, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 50 € TTC.

17.2. Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décompte et du décompte final

Si le délai fixé à l'article 13.8.4 du CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé :

- pour les projets de décompte mensuels, à 1/3000 du montant HT de l'acompte correspondant. Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entrepreneurs, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal applicable.
- pour les projets de décompte final, à 1/30 000 du montant HT du décompte final.

17.3. Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 15 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est de 15 € TTC par jour calendaire de retard.

17.4. Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre

Dans le cas de difficultés récurrentes à obtenir un suivi correct et régulier des prestations (absence de réponse aux mails, courriels, appels téléphoniques, de prise en compte des

observations du pouvoir adjudicateur, absence à une réunion sur site...), une pénalité de 100 euros TTC pourra être appliquée par manquement constaté.

17.5. Cumul des pénalités

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Article 18 - Différends et résiliation

18.1 - Formalisme des réclamations

Tout différend entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage fait l'objet, de la part du maître d'œuvre d'un mémoire en réclamation-exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au maître d'ouvrage au plus tard à la remise du projet de décompte final.

Le rejet exprès ou tacite de la réclamation transmise préalablement à la remise du projet de décompte final ne s'oppose pas à ce que le maître d'œuvre réitère sa demande lors de la production de ce projet.

18.2 - Règlement amiable des différends

En application de l'article 35.4 du CCAG-MOE, en cas de différend persistant après le processus de réclamation, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre privilégient, préalablement à la saisine du tribunal administratif compétent, le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent recourir à la transaction afin de régler à l'amiable leur litige, conformément à l'article L. 2197-5 du code civil.

Article 18.3 – Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 27 à 32 du CCAG-MOE avec les précisions suivantes.

Si le maître d'ouvrage décide de la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision est notifiée conformément à l'article 27 du CCAG-MOE et la fraction de la mission ou de l'élément de mission déjà accomplie est rémunérée.

Dans ce cas de résiliation, le maître d'œuvre perçoit une indemnité de 5% de la partie résiliée du marché, en référence à l'article 31 du CCAG-MOE.

Article 19 - Exécution aux frais et risques du titulaire

Il est fait application de l'article 34 du CCAG-MOE.

Dans le cas où le maître d'œuvre ne se conforme pas aux stipulations du marché, le maître d'ouvrage le met en demeure de s'y conformer dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours. Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du maître d'œuvre dans les conditions prévues par l'article 34 du CCAG-MOE.

Article 20 - Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.